

Les propositions des candidats à l'élection présidentielle américaine



*Par Charlotte Lepri, chercheur à l'IRIS
assistée de Vivien Pertusot*

- <i>Economie</i>	page 2
- <i>Assurance santé</i>	page 6
- <i>Agriculture</i>	page 10
- <i>Energie et environnement</i>	page 13
- <i>Politique étrangère</i>	page 18

L'économie, enjeu déterminant de la campagne américaine

L'économie a toujours joué un rôle central dans l'élection présidentielle américaine. Roosevelt avait été élu en 1932 pour son programme économique et social, le *New Deal*, suite à l'incapacité de l'administration Hoover à faire face à la crise de 1929. Plus récemment, en 1992, James Carville, un stratège de Bill Clinton, signifiait, par sa phrase devenue célèbre « *It's the economy, stupid* » le poids des questions économiques dans la campagne. À cette époque, les Etats-Unis venaient de vivre une récession et l'économie devait être à l'avant plan du message politique.

Les deux candidats à la présidentielle de 2008, Barack Obama et John McCain, ont des visions divergentes sur l'économie, du fait de leurs différences idéologiques mais également du fait de leur histoire, de leur expérience et de leur différence de génération.

Barack Obama a proposé un plan ambitieux d'investissement dans le secteur public et de réforme fiscale. S'il défend l'économie de marché, Barack Obama souhaite plus d'engagement du gouvernement dans la vie économique, mais également plus de transparence et de responsabilisation sur les marchés (marché financier, marché du logement etc.), afin de restaurer la confiance dans le marché mais également d'éviter que les écarts qui ont mené à la crise des *subprimes* se répètent dans d'autres secteurs.

De son côté, John McCain s'est depuis longtemps clairement affiché en faveur du libre-échange. Son approche est dans la droite ligne républicaine : réduction de taxes (notamment pour les entreprises), un marché plus libre, un gouvernement minimal et un retour à l'équilibre budgétaire d'ici la fin de son mandat.

Leurs différences philosophiques reflètent celles entre Républicains et Démocrates. Contrairement à la caricature souvent répandue, on ne peut opposer d'un côté des Démocrates favorables à un interventionnisme étatique et de l'autre des Républicains ultra-libéraux. Au sein des deux partis, les tendances interventionnistes et libérales coexistent. La vraie différence est que lorsque les Démocrates parlent d'interventionnisme, il s'agit avant tout d'un soutien ou d'une relance de la demande, de la consommation, alors que chez les Républicains, il s'agit plutôt d'un soutien à l'offre, à savoir des investissements en faveur des entreprises et de l'industrie.

Les programmes des candidats

Barack Obama considère, comme beaucoup de Démocrates, que la croissance économique ne fournit pas automatiquement de la même manière à tous les Américains une assurance santé, une éducation, un emploi ou une retraite. L'Etat doit utiliser les moyens qui sont à sa disposition (et notamment en jouant sur le niveau d'imposition, de dépense et de régulation) pour réduire les inégalités. C'est pourquoi il souhaite réduire les impôts des foyers de la classe moyenne (salaires inférieurs à 250,000\$ par an et par famille) pour faire face à l'augmentation des charges et à la stagnation des salaires. Il propose ainsi de réduire de 500 à 1000\$ l'impôt sur le revenu de la classe moyenne et d'éliminer l'impôt sur le revenu pour les seniors gagnant moins de 50 000\$. Selon les estimations de l'équipe de campagne de Barack Obama, 10 millions d'Américains ne paieront ainsi plus d'impôt sur le revenu et les réductions toucheront 95% des foyers américains. En contrepartie, les impôts seraient augmentés pour les classes les plus favorisées (aux revenus supérieurs à 250 000\$ par an).

Les principaux conseillers économiques du candidat démocrate sont Austan Goolsbee et Jason Furman. Le premier, professeur d'économie à l'université de Chicago, est un fidèle de Barack Obama, qu'il avait déjà conseillé lors de son élection au Sénat. Il est considéré comme centriste (et donc pas forcément en adéquation totale avec la réputation ultra-libérale de son université). Le second, *visiting professor* à New York University, a travaillé dans l'administration Clinton et est souvent considéré comme un disciple de Rick Rubin, l'ancien Secrétaire au Trésor de Clinton.

John McCain est quant à lui plus proche de la philosophie reaganienne : le marché fonctionne mieux lorsque l'Etat n'interfère pas dans l'économie, et la croissance économique bénéficie de la même façon à toutes les classes économiques de la population. L'Etat doit promouvoir la croissance économique en réduisant les impôts et en intervenant le moins possible. McCain a ainsi proposé de soutenir les petites entreprises par une réduction des charges (notamment une réduction des impôts sur les profits de 35% à 25%), de baisser les impôts des particuliers (*individual tax rates*) et réduire certaines charges perçues comme onéreuses, par exemple celles liées à l'assurance maladie et les initiatives en faveur des syndicats. Il a également, de manière plutôt électoraliste, de suspendre les taxes sur l'essence pendant l'été).

Il est favorable à la limitation des dépenses du gouvernement fédéral, en promettant de mettre fin à tous les programmes inutiles et inefficaces.

Ses principaux conseillers économiques sont Douglas Holtz-Eakin et Carly Fiorina (Phil Gramm ayant quitté l'équipe de campagne de McCain en juillet dernier). Douglas Holtz-Eakin, professeur

à Princeton et Columbia, est un proche du candidat républicain, et l'avait déjà conseillé lors de sa campagne des primaires de 2000. Il a consacré de nombreux travaux universitaires aux taxes, appelant à des réductions de taxes pour les individus et plus particulièrement pour les entreprises qui investissent moins quand les charges augmentent. Carly Fiorina est l'ancienne PDG de Hewlett-Packard (licenciée en 2005). Elle soutient la candidature de John McCain depuis le début. Longtemps présentée par la presse américaine comme la femme d'affaires la plus puissante du monde, Carly Fiorina a figuré un temps sur la « short list » des personnalités à qui John McCain pourrait faire appel pour le poste de vice-président des Etats-Unis.

Face à la crise

Face à la montée du chômage, à la baisse des salaires, le retour de l'inflation, le creusement des inégalités, la crise du crédit et les expulsions de milliers d'Américains de leur logement, le futur président sera confronté à un marasme économique sans pareil depuis la Grande dépression de 1929. La crise économique et financière est ainsi au cœur de toutes les attentions, influençant sans aucun doute l'issue de la campagne, et a conduit les candidats à préciser (voire amender) leurs positions. Toutefois, il n'est pas évident de savoir ce que les candidats feront une fois en fonction.

Au cours des débats télévisés qui les ont opposés, les deux candidats sont restés flous quant à leurs priorités une fois Président. Ils n'ont pour l'instant pas beaucoup changé leur programme qui avait été élaboré en des temps plus heureux... Il est certes difficile de parler de sacrifices en pleine période électorale, mais il est encore plus difficile d'apporter des solutions à une situation en perpétuelle évolution sur laquelle les gouvernements ont vraisemblablement peu de prise.

Les attaques touchant aux propositions économiques des candidats se sont multipliées ces derniers jours. John McCain a accusé son concurrent démocrate de vouloir augmenter les impôts, augmenter les dépenses publiques et « répartir la richesse » des Américains, le taxant même de « socialiste » (véritable injure aux Etats-Unis). Quant à Barack Obama, il désigne les Républicains comme les responsables de la crise, car ils ont pendant des années favorisé la dérégulation. « Joe le plombier » est devenu pendant la campagne le symbole de l'Américain ordinaire qui ne veut pas voir les fruits de son travail partir en impôts (argent qui serait ensuite redistribuer aux plus pauvres et aux chômeurs), des « petits et moyens patrons qui veulent conserver leurs gains au lieu de le donner au gouvernement ».

Cette période de crise économique est pour beaucoup considérée comme plus favorable à Barack Obama, qui remonte depuis quelques semaines dans les sondages. Cela ne s'explique pas seulement par le fait que les Démocrates ont meilleure réputation en ce domaine : l'accroissement des inégalités et la crise des *subprimes* que l'Amérique connaît aujourd'hui sont des symptômes du ralentissement de la demande. Dès lors, la politique économique démocrate, basée sur la relance de la demande, semblerait être la mieux à même de répondre aux attentes des citoyens américains.

L'assurance santé : *la couverture pour tous ou la baisse des prix*

Le système de santé américain peut apparaître comme l'un des plus modernes et perfectionnés, mais c'est également un des plus chers, des plus inéquitables et un des moins fiables au monde.

L'assurance santé est un sujet particulièrement sensible aux Etats-Unis, où 45,7 millions de personnes (soit 15,3 % de la population)¹ n'ont pas de couverture et de nombreuses autres craignent de perdre la leur s'ils se retrouvent au chômage ou si la situation économique continue de se dégrader. Il existe une couverture de santé aux Etats-Unis, qui relève de l'Etat fédéral (*Medicare* pour les personnes âgées et *Medicaid* pour les plus pauvres), mais le système d'assurance de santé reste principalement du ressort du secteur privé, soit dans le cadre de l'entreprise, soit au niveau individuel.

En effet, la plupart des Américains disposent d'une couverture cofinancée par leur employeur. Toutefois, du fait du coût souvent prohibitif de l'assurance santé, les petites entreprises et les travailleurs indépendants en sont souvent exclus. Reste la solution, généralement encore plus chère, de souscrire une assurance santé individuelle (souvent conditionnée à un examen de santé préalable pour vérifier que le futur assuré n'a pas de problèmes de santé trop importants).

Le futur président des Etats-Unis sera confronté à un double problème dès son entrée en fonction. Le premier est la hausse continue des dépenses en matière de santé. Le *Congressional Budget Office* (CBO) projette que la part des dépenses fédérales totales pour *Medicare* et *Medicaid* passera de 4% du PIB américain en 2007 à 12 % en 2050 et 19 % en 2082². Le deuxième problème est celui de la couverture universelle. A la différence des autres pays industrialisés, les Etats-Unis ne disposent pas d'un système de santé universel, garantissant une couverture santé à chacun. Cela ne signifie pas que les personnes sans couverture ne se font pas soigner ; cela signifie que ces personnes doivent payer leurs soins à des prix prohibitifs.

Face à ce double défi (le coût et la couverture), les deux candidats à l'élection présidentielle proposent des solutions différentes. Alors que Barack Obama souhaite privilégier une action sur la couverture, John McCain souhaite pour sa part se focaliser sur la baisse du prix.

¹ Chiffres du *Census Bureau*, <http://www.census.gov/prod/2008pubs/p60-235.pdf>

² Estimations du *Congressional Budget Office*, <http://www.cbo.gov/ftpdocs/93xx/doc9385/MainText.2.1.shtml>

Le plan de Barack Obama

L'objectif premier de Barack Obama est de garantir une couverture sociale accessible à tous et une assurance-maladie à tous les enfants. L'objectif à terme est de créer un système de couverture maladie universelle qui obligerait les employeurs à cotiser pour leurs salariés. Son plan prévoit :

- un accès à une couverture santé financée en partie par l'Etat pour tous ceux qui désirent bénéficier d'une assurance santé ;
- une plus grande régulation de l'assurance de santé privée (limitant la capacité de refuser d'assurer des citoyens américains) ;
- des incitations financières en direction des petites entreprises afin qu'elles proposent une couverture santé à leurs employés.

Barack Obama souhaite allouer des crédits d'impôts pour les familles afin qu'elles puissent bénéficier d'une assurance, publique ou privée. Il n'envisage toutefois pas que l'assurance maladie devienne obligatoire (différence fondamentale avec le plan que proposait Hillary Clinton). La seule obligation prévue par le plan de Barack Obama concerne les enfants : les parents devront souscrire une assurance santé à leurs enfants.

Le plan d'Obama prévoit également des subventions pour les individus qui sont au dessus des critères pour bénéficier de *Medicaid* mais qui ont toutefois besoin d'aide.

Quel coût ?

Barack Obama reconnaît que son plan risque d'être coûteux mais ne précise pas comment il financera les dépenses nécessaires pour le subventionner. Les conseillers d'Obama reconnaissent que ce plan devrait coûter entre 50 et 65 milliards de dollars par an. Ils précisent qu'une partie de l'argent provenant de la suppression des baisses d'impôts mises en place par l'administration Bush (ce qui devrait rapporter 70 milliards de dollars par an) sera consacré au financement du plan de santé d'Obama. Cependant, les avis divergent quant à ce que devrait véritablement rapporter la suppression des baisses d'impôts. Dans le cas où cela ne permettrait pas de couvrir le plan Obama, celui-ci ne serait alors plus viable.

En définitive, le plan proposé par le candidat démocrate vise à étendre la couverture santé au plus grand nombre d'Américains, en interdisant aux assureurs de refuser d'assurer une personne déjà malade ou dite « à risque ». Il constituerait un véritable tournant dans le système de santé américain. Il court donc le risque de réunir l'opposition contre lui et d'être difficile à mettre en

œuvre, même avec un Congrès démocrate. Ce plan exige en effet des augmentations importantes des dépenses de l'Etat, à une période de crise économique et de difficultés budgétaires.

Le plan de John McCain

L'objectif majeur du candidat républicain est de diminuer les dépenses fédérales, et donc de réduire, entre autres, les dépenses de santé. John McCain souhaite ainsi, tout en conservant le système actuel qui permet à chacun de choisir sa couverture sociale, promouvoir le marché de l'assurance de santé afin de favoriser la concurrence, et ainsi faire baisser les prix, et encourager les individus à chercher par eux-mêmes pour trouver la meilleure assurance maladie. John McCain entend ainsi responsabiliser les assurés et leur proposer des incitations financières afin qu'ils puissent s'assurer dans le privé. Toutefois, des subventions fédérales seront proposées en direction des personnes dites « à risque » (personnes déjà malades ou qui risquent fortement de l'être), qui sont confrontées au refus des compagnies d'assurance privées pour les couvrir.

Le point central du plan de McCain est la fiscalité. McCain propose de donner « à chaque famille américaine un crédit d'impôt de 5 000 dollars » afin d'accéder à l'assurance santé. Cela serait financé en taxant les primes d'assurance santé payées par les employeurs, mettant ainsi fin à la déductibilité de ces primes par les salariés (dans le système actuel, qui existe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les employés qui bénéficient d'une couverture par leur emploi ne paient pas d'impôts sur cet avantage). L'objectif est que les assurés puissent choisir, à des prix comparables, entre une assurance par l'employeur et une assurance individuelle. Selon le candidat républicain, en augmentant les possibilités, les prix devraient décroître. Pour d'autres, ce système pourrait au contraire inciter les entreprises à réduire, voire éliminer, les primes d'assurance santé de leurs employés.

Quel coût ?

En théorie, le plan proposé par le candidat démocrate est supposé être « neutre » financièrement, car les aides individuelles seront financées par l'abrogation de certaines réductions d'impôts faites par l'administration Bush aux employeurs. Le coût du plan de McCain semble plus facile à estimer que celui d'Obama, et donc plus facile à faire voter par le Congrès. Toutefois, l'Etat devra financer la couverture santé aux Américains qui se seront vu refuser une assurance par le marché privé.

En définitive, le plan proposé par John McCain n'apportera pas de changement radical au système de santé américain, mais permettra d'assurer plus de personnes qu'actuellement. Les personnes déjà malades ou susceptibles de l'être vont pouvoir bénéficier d'une meilleure prise en charge, l'Etat se substituant aux assureurs privés si ces derniers refusent de les couvrir.

Pour les familles des classes les moins favorisées toutefois, l'imposition sur les primes d'assurance, qui jusqu'à présent n'étaient pas taxées, risque d'avoir un coût relativement supérieur aux bénéfices que ces familles pourront tirer d'un système plus concurrentiel.

L'agriculture

L'agriculture ne fait pas partie des grands sujets d'actualité au sein de la campagne américaine. Le traitement médiatique de cette question est faible et les candidats en font peu mention dans leurs discours. Toutefois, l'agriculture reste un enjeu important, notamment pour s'attirer les faveurs des zones rurales des Etats du Midwest ou de l'Ouest américain, qui s'avèrent être souvent des *Swing States* (Etats clés qui ne sont pas totalement acquis à l'un ou l'autre des partis : Missouri, Colorado, Ohio, Indiana, etc.). Le vote du monde rural pourrait ainsi s'avérer décisif pour l'élection du 4 novembre. En outre, la politique agricole américaine a un impact considérable sur les marchés mondiaux, les Etats-Unis étant autant un grand importateur de produits agroalimentaires qu'un exportateur de premier plan.

Le vote du dernier *Farm Bill* (*Food, Conservation, and Energy Act of 2008*) a soulevé de nombreux débats au Congrès. Cette loi, destinée à définir la politique agricole américaine pour les cinq années à venir, a été votée en mai 2008 malgré le veto du président Bush. Elle accorde un soutien de 307 milliards de dollars à l'agriculture américaine, véritable contre-pied aux recommandations de l'OMC.

Tout en prônant tous deux le changement, les deux candidats à la présidentielle ont développé des positions différentes et clairement identifiables sur la question, leurs propositions suivant généralement la ligne de leur parti respectif.

Les propositions de Barack Obama en matière de politique agricole

Le candidat démocrate a soutenu la *Farm Bill*, pour lequel il n'a cependant pas voté en mai 2008, lorsque la loi a été présentée au Congrès.

Il souhaite avant tout privilégier les petits exploitants plutôt que les *megafarms*, et ainsi s'assurer que les programmes d'aide bénéficient aux familles exploitantes plutôt qu'aux grandes entreprises. Il est important selon lui de garantir l'égalité d'accès aux marchés pour les producteurs indépendants et d'encourager l'agriculture locale et biologique. Obama s'est souvent présenté comme un combattant des grands lobbys de l'agroalimentaire dans ses discours.

Les trois priorités pour le monde rural énoncées dans le programme de Barack Obama sont : assurer stabilité économique pour les familles d'agriculteurs, soutenir le développement économique rural et améliorer la qualité de vie du monde rural³. Afin de mieux soutenir les agriculteurs, Obama souhaite par exemple que le programme d'aide aux victimes de catastrophes

³ <http://www.barackobama.com/issues/rural/>

naturelles devienne permanent (jusqu'à présent, le Congrès doit décider au cas par cas si les agriculteurs doivent recevoir une aide).

Barack Obama a également axé son discours en direction des petites entreprises rurales, dont il souhaite stimuler la création. Il envisage d'encourager notamment les jeunes à s'investir dans le monde agricole. Pour cela, Barack Obama souhaite favoriser la formation des futurs agriculteurs et rendre ce métier plus attractif (notamment par le biais de la fiscalité).

Par ailleurs, Barack Obama insiste sur le développement des énergies renouvelables, estimant que ces programmes sont le meilleur moyen pour réduire les gaz à effet de serre et trouver une meilleure efficacité dans l'utilisation de l'énergie. A ce titre, l'un des objectifs de Barack Obama est de développer les biocarburants, notamment l'éthanol. Il souhaite également promouvoir les produits issus de l'agriculture biologique, secteur en plein essor aux Etats-Unis. Pour cela, il compte aider financièrement les agriculteurs concernés afin qu'ils puissent respecter les normes nationales sans que cela soit une charge.

Enfin, ses propositions visent à favoriser l'emploi agricole aux Etats-Unis, en favorisant les exportations de produits américains. Il s'agirait notamment d'exiger au niveau mondial le respect de standards au niveau de l'environnement et de la qualité de l'emploi (pour ne pas défavoriser les exploitants américains sur le marché mondial) ou de réduire des barrières commerciales. Pour une meilleure lisibilité de des produits alimentaires (et peut-être également pour favoriser un « *buy American* » sur ces produits), le candidat démocrate est favorable à la mention du pays d'origine sur l'étiquette de toutes les viandes et d'autres produits agricoles périssables.

Les propositions de John McCain en matière de politique agricole

Le candidat républicain s'est opposé à la *Farm Bill 2008*, mais a été absent lors de son vote en mai 2008. Son opposition tient principalement au fait qu'il n'est pas favorable à des interventions fédérales en général, et dans le domaine agricole en particulier. En 2006, il a considéré que des fonds fédéraux destinés à promouvoir la vente des fruits et légumes pourraient avoir autant d'utilité que s'ils servaient à peindre des légumes sur les avions. Il souhaite accroître le nombre d'accords de libre échange, notamment pour réduire les tarifs douaniers et les subventions ayant un effet de distorsion sur le commerce et limiter les restrictions commerciales.

John McCain considère que l'agriculture est l'un des plus grands atouts stratégiques des Etats-Unis (allant jusqu'à dire sur son site internet de campagne que « la contribution des Etats-Unis à fournir de la nourriture, des fibres et de l'énergie à la population mondiale en plein croissance, au travers d'une production efficace et de l'innovation technologique, est essentielle

pour la sécurité nationale du pays et la paix dans le monde»⁴). Son programme agricole, « Prospérité pour l'Amérique rurale », détaille dix points clés, dont notamment « reconnaître le rôle de l'agriculture pour la sécurité nationale », « sécuriser les frontières américaines et mettre en place une politique migratoire juste et pragmatique » ou encore « renforcer la compétitivité de l'économie américaine en éliminant le gaspillage en matière de dépenses publiques ».

Plus concrètement, il propose des mesures afin de réduire les barrières tarifaires, de contrôler le niveau d'imposition et de régulation et d'assurer la compétitivité de l'agriculture américaine au niveau mondial au travers de l'innovation et à l'ouverture des marchés. Ses propositions sont principalement orientées en direction des petits exploitants et du développement des communautés rurales.

Fidèle à sa ligne politique, John McCain souhaite laisser faire le marché, estimant par exemple que les subventions faussent le marché et augmentent artificiellement les prix pour les consommateurs. En avril 2007, il disait ne pas soutenir « toutes les alternatives ou les tarifs douaniers qui restreignent la saine concurrence qui stimule l'innovation et réduit les coûts ».

Par ailleurs, John McCain soutient la recherche pour des sources d'énergie alternative (dans son optique plus globale de rendre les Etats-Unis moins dépendants du pétrole étranger). Il est ainsi en faveur de l'éthanol et de toute autre énergie alternative provenant d'exploitations agricoles. Il souhaite ainsi organiser une « révolution verte », en promouvant notamment la recherche scientifique pour lutter contre le réchauffement climatique et en mettant en place des incitations financières pour des investissements dans des nouvelles technologies et dans des exploitations rurales.

⁴ <http://www.johnmccain.com/Informing/Issues/8d810b1d-a6db-47b0-b54b-334c2255aa4e.htm>

La politique énergétique et environnementale

Barack Obama et John McCain ont plusieurs points communs en matière de politique énergétique et environnementale. Tout d'abord, ils ne séparent pas ces deux dossiers : énergie et environnement sont la plupart du temps traités ensemble. En outre, les deux candidats ont des propositions assez proches : réduction de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur (ce qui passe par plus de pétrole américain et un développement d'énergies alternatives), lutte contre la pollution, lutte contre le changement climatique, etc. Contrairement à l'administration Bush, tous deux veulent que les Etats-Unis deviennent un leader de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (notamment celles qui proviennent des industries), utilisant les bases du protocole de Kyoto pour énoncer leurs programmes. Tous deux veulent s'investir sur le réchauffement climatique et engager de véritables réformes.

Pourtant, des différences existent, notamment au niveau des priorités et des méthodes définies par les candidats. Ces différences sont ainsi notables au niveau des objectifs, des moyens mis en œuvre pour les atteindre et des choix d'alternatives, notamment le nucléaire. Conformément à leur philosophie politique, Barack Obama favorise plus l'engagement du gouvernement pour atteindre ces objectifs, alors que McCain n'envisage qu'un rôle limité du gouvernement, estimant que le marché permettra de trouver des solutions plus innovantes.

Il faut préciser que McCain incarne une minorité au sein de son parti, car il a souvent pris des positions plus pro-environnementales que ses collègues républicains. Toutefois, lors de la campagne, il a modifié plusieurs de ses positions, ou du moins s'est retenu de les exprimer probablement pour ne pas froisser une partie de ses soutiens, ne se rendant pas au Sénat pour voter certaines lois, comme le *Warner-Lieberman Climate Security Act* (destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre) cette année.

Si les deux candidats ont investi le domaine énergétique et environnemental pendant la campagne, c'est parce que les électeurs sont de plus en plus sensibles à ces enjeux et sont directement confrontés à un prix de l'essence qui a beaucoup augmenté ces dernières années. Dans un pays dont le mode de vie est basé sur la voiture et sur un pétrole peu cher, cette question pourrait devenir déterminante pour les électeurs, et donc pour les candidats. Du coup, les deux candidats multiplient les propositions, quitte parfois à faire preuve d'incohérence. Ainsi,

les candidats proposent à la fois sur le long-terme de faire des économies d'énergie et de préserver l'environnement et sur le court-terme des aides aux automobilistes confrontés à un prix de l'essence élevé.

Quoi qu'il en soit, le prochain président des Etats-Unis sera indiscutablement plus « vert » que son prédécesseur.

Barack Obama : « une nouvelle énergie pour l'Amérique »

Un des principaux objectifs du candidat démocrate est de réduire la dépendance énergétique à l'égard du Moyen Orient (l'Arabie Saoudite notamment) et du Venezuela d'ici dix ans. Pour cela, il mise sur le développement d'énergies alternatives au pétrole et sur une meilleure efficacité énergétique.

Barack Obama veut ainsi convaincre les électeurs que les énergies propres et renouvelables méritent autant voire même plus d'attention que le charbon. Afin de réduire la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles, il souhaite que 10 % de l'électricité provienne des énergies renouvelables d'ici 2012 (et 25 % d'ici 2025). Il souhaite également améliorer l'efficacité énergétique de 50 % d'ici 2030 (pour réduire la consommation d'électricité de 15% d'ici 2020). Pour Obama, l'Etat a un rôle à jouer pour encourager le développement des énergies renouvelables. Il souhaite ainsi développer les sources d'énergie alternatives, telles que le vent, le soleil ou les biocarburants.

D'ailleurs, Barack Obama milite en faveur de l'éthanol depuis plusieurs années afin de faire des économies de pétrole, mais sa position a évolué. Au départ, il y était totalement favorable. Il a même voté le budget de l'énergie de Bush en 2005 en argumentant qu'il y avait des mesures importantes en faveur de l'éthanol. Sa position était principalement liée à la situation de l'Etat dont il est sénateur, l'Illinois, grand fournisseur de maïs et qui bénéficierait fortement d'un boom de l'éthanol. Pendant la campagne, il s'est repositionné. Il considère aujourd'hui l'éthanol comme une énergie transitoire vers d'autres énergies renouvelables. L'éthanol a en effet mauvaise presse, accusé de contribuer à l'augmentation des prix du maïs sur le marché et donc à des crises alimentaires.

Concernant les autres énergies renouvelables, Barack Obama envisage de dépenser 150 milliards de dollars sur dix ans pour leur développement, ce qui conduirait selon lui à la création de 5 millions d'emploi. Il ne s'est prononcé que très modérément en faveur du nucléaire, se limitant à dire que cela doit faire partie d'un ensemble, à condition que cela soit une énergie

propre et sûre. Il s'est dit favorable au charbon propre (point sur lequel il est un peu en opposition avec de nombreux Démocrates), le charbon étant très présent dans l'Illinois.

Barack Obama envisage également une meilleure régulation du marché énergétique et des augmentations fiscales pour les compagnies pétrolières (argent qui serait en partie redistribuer aux automobilistes). Il souhaite taxer les compagnies pétrolières qui ne forent pas sur les 27 millions d'hectares de territoire américain où elles peuvent le faire (malgré les énormes difficultés d'accès à ces zones). Il s'est d'abord opposé au forage offshore avant de dire qu'il pourrait considérer cette option dans l'idée de réduire les coûts énergétiques.

Concernant la politique environnementale, Barack Obama souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80% d'ici 2050 en dessous des niveaux de 1990. Pour cela, il propose de mettre aux enchères les permis d'émissions de CO² et d'utiliser cet argent soit dans la recherche pour des sources d'énergie alternatives (à hauteur de 15 milliards de dollars par an), soit dans des aides en direction des Américains pour faciliter la transition vers une nouvelle consommation d'énergie. Barack Obama souhaite promouvoir les voitures hybrides (en espérant qu'il y en ait un million sur les routes d'ici 2015) en fournissant une aide de 7 000 dollars aux familles qui souhaitent acheter ce type de voiture. Il propose également de subventionner à hauteur de 4 milliards de dollars les compagnies automobiles qui souhaitent investir dans la production de voitures moins polluantes.

Barack Obama veut ainsi que les Etats-Unis deviennent un des leaders mondiaux de la lutte contre le changement climatique.

John McCain : le « Lexington Project »

Tout comme Obama, John McCain souhaite réduire la dépendance en pétrole des pays étrangers. Mais ses priorités et ses méthodes afin d'atteindre cet objectif diffèrent de celles de son concurrent démocrate. Barack Obama privilégie les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique alors que McCain soutient le forage sur le sol américain, le forage offshore (et donc une augmentation de la production pétrolière américaine) et le nucléaire. Il faut toutefois noter que McCain a changé de position sur au sujet de l'Alaska : il s'était opposé au forage en Alaska, affirmant que c'était comme forer dans le Grand Canyon. Il a progressivement évolué sur cette question et il soutient désormais le forage, que Sarah Palin soutient elle aussi fermement. D'ailleurs, le slogan « *drill, baby, drill* » scandé à l'envi lors de la convention républicaine a parfaitement illustré la position du ticket McCain-Palin sur la question.

John McCain est également favorable aux énergies renouvelables. Son site internet de campagne l'illustre avec des photos d'éoliennes, pour autant, ses propositions concernent plutôt le nucléaire : il souhaite faire construire 45 centrales nucléaires d'ici 2030. McCain voit dans le nucléaire une solution pour lutter contre le changement climatique. Cette position est peu courante aux Etats-Unis. Il est peu courant également pour un Républicain de citer la France en exemple : « Si la France peut produire 80 % de son électricité avec du nucléaire, pourquoi pas nous ? ». Depuis 1979, aucune centrale n'a été construite aux Etats-Unis, suite à un accident à la centrale de Three Mills Island en Pennsylvanie. Avec John McCain, le programme nucléaire américain pourrait donc connaître un nouvel essor.

John McCain n'est pas opposé au développement d'autres sources d'énergie, comme celles à base de vent, de soleil ou de biocarburant, mais estime que ce développement doit à terme émaner uniquement du marché. Les investissements de l'Etat en la matière de peuvent être que temporaires. Le candidat républicain a voté contre une vingtaine de loi ayant pour objectif de favoriser les énergies renouvelables. Il prône pour une approche par le marché : il souhaite que les énergies renouvelables soient en confrontation directe avec le « charbon propre », et non que l'Etat interfère : « il faut promouvoir la concurrence et de l'économie de marché pour encourager les alternatives propres – vent, soleil, marée, nucléaire, charbon propre ». Toutefois, McCain ne s'est pas opposé aux crédits d'impôts en faveur des énergies renouvelables inclus dans le plan de sauvetage de l'économie américaine d'octobre 2008.

John McCain a également façonné son image de *maverick* en s'opposant à son propre en camp sur les questions énergétiques. Il s'est en effet opposé aux baisses d'impôt en faveur des compagnies pétrolières (tout en acceptant pour financer sa campagne des financements de ces mêmes compagnies proches de l'administration Bush, selon le *Center for American Progress*⁵). Le site internet OpenSecrets.org considère que McCain a reçu trois fois plus d'argent de l'industrie pétrolière qu'Obama⁶.

Concernant l'éthanol, McCain a au moins changer deux fois d'avis à son sujet. En 2003, il considérait que l'éthanol ne permettait pas de contribuer à l'indépendance énergétique du pays. En 2006, il déclara au contraire que l'éthanol était une alternative énergétique vitale. En 2008, il s'est à nouveau opposé à l'éthanol.

En termes de politique environnementale, John McCain, tout comme Barack Obama, souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il envisage de retourner aux niveaux de 1990 d'ici 2020 (15% de moins que les niveaux de 2005) et à 60% de moins que les niveaux de

⁵ http://www.americanprogressaction.org/issues/2008/mccain_gw_record.html

⁶ <http://www.opensecrets.org/news/2008/08/oil-industry-leans-toward-mcca.html>

1990 en 2050. Il veut créer un système de permis d'émission qui, dans un premier temps, suivrait la tradition du *cap-and-trade* (acquisition de « permis de polluer » que les entreprises s'échangeraient entre elles).

John McCain souhaite consacrer 2 milliards de dollars par an au développement du charbon propre et 300 millions de dollars pour le développement d'une batterie plus performante que celle que l'on trouve actuellement dans les voitures hybrides et électriques. Il veut encourager l'achat de véhicules hybrides en offrant un crédit d'impôt de 5 000 dollars à tout acheteur de ce type de voiture. Pour les voitures qui ne sont pas certifiées zéro émission, le crédit d'impôt se fera en fonction du degré d'émission de gaz.

Politique étrangère : *deux visions du monde qui s'affrontent*

On reproche souvent aux Américains de ne pas assez parler de politique étrangère durant les campagnes électorales, alors que par ailleurs, ceux-ci revendiquent leur leadership sur la scène internationale. Depuis la fin de la Guerre froide, les présidentielles américaines se sont peu intéressées à ce qu'il se passe en dehors des frontières des Etats-Unis, même en 2004, alors que le pays était déjà en guerre.

L'élection présidentielle de 2008 risque de contredire cela. Les questions de politique étrangère avaient déjà largement animé les débats lors des élections de mi-mandats en 2006 et lors des primaires (principalement au sujet de la Guerre d'Irak). Durant la campagne qui oppose Barack Obama à John McCain, les deux candidats ont fait entendre leurs différences sur l'Irak, sur l'Afghanistan et sur leur vision du monde. Le but est prouver qu'ils possèdent les qualités nécessaires pour devenir le prochain *Commander in chief*. Car le prochain président américain va hériter de dossiers très délicats : une image dégradée dans le reste du monde, deux guerres impopulaires, la menace nucléaire iranienne, l'instabilité pakistanaise, la montée des pays émergents (Chine et Inde en tête), l'affirmation des ambitions russes, etc. Les huit années de présidence Bush, qui ont donné la primauté à l'unilatéralisme, ont largement détérioré l'image des Etats-Unis dans le monde, voire conduit à un rejet de la politique américaine, entraînant de fait une perte d'influence notable. Le prochain président devra donc s'adapter à ce nouveau contexte de déclin relatif de la puissance américaine. Autant de difficultés qui réduiront sa marge de manœuvre.

Du fait de leur parcours, Barack Obama et John McCain ont des visions très différentes de ce que devrait être la politique étrangère des Etats-Unis. Certes tous deux reconnaissent la nécessité de redorer le blason américain quelque peu terni ces dernières années, mais leur opposition idéologique et générationnelle restent très marquée. D'une part, John McCain et Barack Obama sont de deux époques bien distinctes, le premier ayant passé la majorité de sa vie en période de Guerre froide, ce qui a des conséquences sur sa vision du monde. En outre, les deux candidats à la présidence ne sont pas totalement libérés des idéologies qui façonnent la politique étrangère américaine.

John McCain : les démons de la Guerre froide

Vétéran du Vietnam, héros de guerre, fils et petit-fils de militaires : John McCain est un patriote. Son passé militaire et son intérêt pour les questions de défense et de sécurité nationale sont des atouts majeurs dans la campagne électorale. Les Américains lui font majoritairement plus confiance en cas de crise internationale qu'à Barack Obama.

John McCain est un « idéaliste réaliste ». Réaliste, car il partage une approche pragmatique (mais souvent pessimiste) des hommes et du monde. Les relations internationales sont caractérisées, selon les réalistes, par une opposition d'intérêts qui conduisent à une lutte pour la puissance. En tant que réaliste, McCain est ouvert aux institutions internationales et aux alliances, car elles permettent le partage du fardeau et des risques, et est favorable à intervention multilatérale, sans toutefois exclure action unilatérale si les intérêts vitaux américains se trouvent menacés. McCain s'est d'ailleurs entouré de réalistes, dont le plus illustre est Henry Kissinger.

C'est en même temps un idéaliste (en référence au président Woodrow Wilson). Il est persuadé que les Etats-Unis sont une nation privilégiée et ont une mission civilisatrice. L'Amérique est un modèle (démocratie libérale, paix, économie de marché) et doit le faire partager au reste du monde (par la force si nécessaire). Toutefois, McCain n'est pas à proprement parlé un néo-conservateur, même si certains de ces conseillers sont proches de cette tendance : William Kristol, Robert Kagan et surtout Randall Scheunemann. Ce dernier est d'ailleurs le principal conseiller de McCain pour les questions de politique étrangère (il avait déjà tenu ce rôle lors des primaires de 2000).

Au cours de la campagne, McCain a mis en avant son expérience en matière de politique étrangère. Il soutient fermement la stratégie américaine en Irak (appelée la *surge*), considérant que la guerre dans ce pays participe à la lutte globale contre le terrorisme et l'extrémisme islamique, et donc à la sécurité des Etats-Unis. Ainsi, même s'il a vivement critiqué la manière dont l'administration Bush a conduit la guerre en Irak, McCain est donc favorable à sa poursuite (il ne parle pas de calendrier de retrait). Lors du premier débat télévisé qui l'a opposé à Barack Obama, le candidat républicain a souligné que : « Nous sommes en train de gagner en Irak, et nous allons rentrer victorieux et couverts d'honneur ». McCain a également évoqué la possibilité de bombarder l'Iran et s'est montré critique envers la diplomatie de l'administration Bush à l'égard de la Corée du Nord. En outre, McCain a proposé d'envoyer au moins trois brigades

supplémentaires en Afghanistan, soit environ 15 000 soldats et de doubler le nombre de soldats de l'armée afghane.

McCain a émis le souhait de créer une Ligue des démocraties : « Si je suis élu président, je convoquerais durant la première année de mon mandat, un sommet des démocraties mondiales afin de connaître leurs vues et commencer à étudier les étapes pratiques pour mettre en œuvre cette vision ». Cette Ligue compterait, outre les Etats-Unis, les pays de l'Union européenne et de l'Otan, ainsi que le Japon, l'Australie, l'Inde et peut-être le Brésil. Son objectif serait au cas par cas de se substituer aux instances internationales en place (l'ONU, l'OMC, le G8...), en tant que forum capable d'agir sur certains dossiers de manière plus efficace (parce que sans lourdeurs administratives). Cette Ligue des démocraties viendrait s'opposer à une alliance des autocraties. Avec un système de référence plus ancré dans la Guerre froide que dans le XXI^e siècle, il semble que McCain se base encore sur une vision bipolaire du monde, comme le prouve son projet de Ligue des démocraties.

Autre position marquante de McCain : le candidat républicain souhaite l'expulsion de la Russie du G8 et l'entrée de l'Inde et du Brésil dans ce groupe (et écarte toute idée d'entrée de la Chine). On remarque à nouveau ici chez McCain une vision manichéenne du monde héritée de la Guerre froide.

John McCain avait déjà exprimé ces idées dans la revue *Foreign Affairs* de novembre-décembre 2007 : « L'OTAN a commencé à promouvoir des partenariats entre l'Alliance et les grandes démocraties d'Asie, mais aussi d'ailleurs. Il nous faut aller plus loin en associant toutes les nations démocratiques dans une organisation commune : la Ligue des démocraties. Celle-ci pourrait agir quand l'ONU ne le fait pas : allègement de la souffrance humaine au Darfour, combat contre le sida au sud du Sahara, meilleures stratégies pour endiguer les crises liées à l'environnement, accès plus facile aux marchés pour les pays qui acceptent les libertés économiques et politiques. [...] Face à une Russie revancharde, l'Occident doit adopter une approche commune. Il nous faut commencer en décidant que le Groupe des huit pays les plus industrialisés redevient un groupe de démocraties de marché. Ce qui revient à y inclure le Brésil et l'Inde – et à en exclure la Russie. [...] La Chine et les Etats-Unis ne sont pas destinés à être des adversaires. [...] Quand la Chine construit de nouveaux sous-marins, de nouveaux avions de combat, modernise son arsenal balistique et teste des armes antisatellite, nous sommes en droit de nous interroger sur la signification de ces actions provocatrices ».

Les commentateurs et observateurs de la vie politique américaine insistent également sur le caractère impulsif et volatile de McCain, caractère qui pourrait avoir des conséquences importantes dans ses relations avec le reste du monde.

Barack Obama : « une nouvelle stratégie pour un nouveau monde »

Le candidat démocrate a également esquissé les grandes lignes de sa conception de la politique étrangère dans la revue *Foreign Affairs* de juillet-août 2007 : « Après la mort de milliers de soldats et la dépense de milliards de dollars, de nombreux Américains pourraient être tentés de se replier sur eux-mêmes et de céder notre leadership dans les affaires mondiales. Ce serait là une erreur qu'il ne nous faut pas faire. Les Etats-Unis ne peuvent faire face aux menaces de notre siècle à eux seuls, et le monde ne peut pas le faire sans les États-Unis. [...] Nous devons jouer un rôle primordial dans le monde en agissant et en donnant l'exemple. Un tel leadership exige que nous remettions à l'honneur une idée fondamentale des présidents Roosevelt, Truman et Kennedy, qui est plus vraie maintenant que jamais auparavant, à savoir que la sécurité et le bien-être de tous les Américains dépendent de la sécurité et du bien-être de ceux qui vivent au-delà de nos frontières ».

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, Obama est serein là où McCain est impulsif. Il se dit favorable à une plus grande coopération internationale et à une approche plus diplomatique des enjeux internationaux. Voulant définitivement tourner la page des années Bush, Barack Obama critique l'unilatéralisme et plaide en faveur du multilatéralisme. Pour lui, l'Amérique ne doit pas se créer des ennemis et avoir une attitude belliqueuse : elle doit au contraire chercher à mieux travailler et coopérer avec le reste du monde pour faire face aux défis et problèmes globaux. Obama ne veut n'exclure personne du multilatéralisme. On remarque chez lui et ses conseillers (Susan Rice, Anthony Lake, Richard Danzig) une prise de conscience concernant le fait que nous vivons dans un monde multipolaire dans lequel les Etats-Unis ne peuvent rien faire tous seuls.

Barack Obama est considéré comme un « interventionniste libéral » : respectueux du droit et des institutions internationales, il prône le dialogue, y compris avec l'Iran ou Cuba (considérés par l'administration Bush comme des « Etats voyous »). Pragmatique, sans idées arrêtées, Obama redéfinit en permanence sa vision en fonction de l'évolution du monde. De fait, face à un système de pensée plus manichéen et donc plus tranché du candidat républicain, les positions de Barack Obama semblent parfois moins lisibles.

De manière plus concrète, le candidat démocrate souhaite retirer toutes les troupes de combat d'Irak dans les 16 premiers mois de sa présidence s'il était élu. Opposé depuis le début à l'invasion en Irak, il en a fait un argument fort dans sa campagne, d'abord face à Hillary Clinton,

puis face à John McCain. Lors du premier débat télévisé face à John McCain, il a affirmé que : « Nous n'avons pas utilisé notre armée judicieusement en Irak. » Il envisage en revanche mettre l'accent sur le combat contre Al-Qaeda et les talibans.

Barack Obama souhaite également relancé les alliances, et coopérer de manière plus étroites avec les autres pays, notamment dans le cadre des organisations internationales (ONU, OTAN, ...).

Durant leurs campagnes, les deux candidats ont souligné qu'ils voudraient rompre avec l'unilatéralisme de l'administration Bush et mieux coopérer avec les alliés. Dans un cas comme dans l'autre, il est probable que le prochain président des Etats-Unis permettra de relancer les relations transatlantiques. Toutefois, étant donné les défis internes auquel il sera confronté, il se peut que des évolutions rapides et concrètes tardent à venir. En outre, le président américain, quel qu'il soit, continuera de faire passer en priorité les intérêts des Etats-Unis. Il y a un temps pour la campagne électorale, avec ses messages, ses promesses et ses simplifications, et la réalité des responsabilités une fois élu.